

I Rodez – Hôtel de ville – Jeudi 5 octobre

- C'est inadmissible, messieurs ! Nous ne sommes plus en sécurité nulle part !

- Lorsque l'incompétence rejoint le laxisme, voilà à quoi on s'expose !

Le commissaire Reynouard et l'inspecteur Levasseur n'osaient pas lever les yeux vers les deux hommes furibonds qui les admonestaient de la sorte. Le maire et le préfet les avaient convoqués en urgence à l'hôtel de ville et il n'avait pas été question de s'y soustraire. On leur avait clairement spécifié qu'ils devaient être présents tous les deux. Ils restaient donc debout, côte à côte, silencieux sous l'orage, craignant, par une quelconque réplique, de relancer la machine.

D'ailleurs, elle se relançait bien toute seule et les propos se faisaient de plus en plus acerbes.

- Trois mois que cela dure ! Trois mois et cinq vols importants dans les plus grandes maisons de la ville ! hurlait le maire et il répétait ces mots « Cinq vols en trois mois » en martelant son bureau d'un poing rageur.

Le préfet se tenait légèrement en retrait et ne faisait que hocher la tête d'un air pénétré en bredouillant :

- Lamentable ! Lamentable !

Le plus énervé des deux était certainement le maire de Rodez, monsieur Charles Boubal dont la carnation naturellement colorée, prenait une teinte rouge brique inquiétante. Maire de la ville depuis deux ans, il n'admettait pas que l'ordre et la sécurité ne règnent pas dans sa cité.

Le commissaire et l'inspecteur étaient parfaitement conscients du

problème. Depuis quelques semaines, alors que la saison mondaine était lancée, on avait constaté la disparition de divers objets précieux lors des soirées festives organisées dans les grandes maisons ruthénoises. Bijoux, bibelots, argenterie avaient mystérieusement disparu ainsi qu'un paquet d'actions malencontreusement laissé à la vue de tous par le propriétaire. Au bout de trois mésaventures similaires, il avait bien fallu admettre qu'il s'agissait de vols organisés par un ou plusieurs individus particulièrement méthodiques et téméraires. Depuis, la police était sur les dents, enquêtant dans chaque demeure dévalisée, interrogeant des dizaines de témoins, sans grand résultat, hélas.

- Je suis prêt à prendre des sanctions si cela n'est pas réglé au plus vite, poursuivait le maire. Je n'admettrai plus ce genre de débordements ! Débrouillez-vous comme vous voulez mais mettez hors d'état de nuire ces aigrefins qui sèment la panique parmi les familles les plus respectables de notre ville.

Il n'avait pas tort car la peur s'était emparée des bourgeois craignant pour leurs biens et on avait même vu, lors d'un dernier bal, deux jouvencelles s'évanouir car elles avaient cru que quelqu'un essayait de leur arracher leur collier. Si ces vols ne cessaient pas, il faudrait se résoudre à renoncer aux dernières soirées et se calfeutrer chez soi pour se prémunir de toute nouvelle agression. La panique montait, la colère grondait et les échos en parvenaient jusqu'au perron de l'hôtel de ville, mettant sous pression celui qui en occupait le bureau principal. On pouvait facilement comprendre sa contrariété et celle-ci retombait en vagues mugissantes sur les pauvres policiers placés sous son autorité. A dire vrai, le commissaire et l'inspecteur s'ils touchaient leurs émoluments – fort modestes au demeurant – par le truchement de la mairie, devaient rendre des comptes directement au préfet qui les nommait et les maintenait en place.

L'inspecteur laissa tomber ses yeux sur le préfet Paul Fabre, personnage falot en poste depuis quelques mois seulement dont l'occupation principale consistait à ne pas faire de vagues. Réfugié derrière le maire, il hochait la tête en fronçant les sourcils sans chercher à défendre les policiers placés sous son autorité. Adrien ne pouvait s'empêcher de penser que, du temps du préfet De Serres, le maire ne se serait pas permis une telle sortie. Pourtant, ce n'était pas un homme commode et il aurait certainement pris le mors aux dents face à cette série de

cambriolages mais aurait poussé ses hommes plutôt que de les enfoncer. Adrien eut la sensation désagréable que le maire lisait dans ses pensées car, se tournant vers lui, il s'écria :

- Je sais bien inspecteur que le préfet De Serres vous tenait en grande estime à cause de quelques affaires que vous avez su démêler avec brio mais je crains bien que votre talent soit endormi ou il faut croire que les simples histoires de vols ne vous intéressent pas !

Le jeune homme bouillait intérieurement. Les « affaires » qu'évoquaient le maire concernaient des crimes commis, les mois précédents, à Millau et sur le Larzac dont il avait démasqué les coupables. A chaque fois, les victimes étaient des êtres innocents et fragiles, surtout les enfants disparus sur le Causse du Larzac et assassinés de manière atroce. A chaque fois aussi, la conclusion de l'énigme ne l'avait pas comblé parfaitement. Les personnes dont les actions avaient mené au crime n'avaient pas été inquiétées car elles appartenaient au cercle des notables et Adrien regrettait qu'elles soient demeurées impunies. Il en advenait bien trop souvent ainsi et cela heurtait son sens de la justice. Il releva la tête et se reprit à écouter les paroles du maire.

- Je veux que vous interrogiez de nouveau les serviteurs de ces maisons et au besoin, mettez-en un ou deux en prison, cela fera un exemple pour les autres et ils se mettront à parler. Ce n'est pas possible que...

Cette fois, l'inspecteur ne put se retenir et interrompit le maire sans plus réfléchir.

- Il paraît difficile de croire que les serviteurs aient quelque chose à voir avec ces larcins. Ils n'ont pas véritablement accès aux lieux où les vols se déroulent ; il vaut mieux chercher parmi les invités...

Le maire sembla frappé d'apoplexie. L'impertinent policier avait le culot de l'interrompre et ce qu'il était en train d'insinuer était tout à fait intolérable. Se rapprochant, il lui jeta quelques mots cinglants à la figure :

- Je ne sais pas ce que vous essayez de nous dire. Je ne peux pas croire que vous accusiez des gens de bonne réputation, sans aucune preuve !

Adrien n'eut pas le temps de répondre car, venant à son secours, le commissaire fit un pas en avant et s'adressa au maire d'un ton apaisant :

- L'inspecteur Levasseur ne sous-entend aucunement que le voleur fait partie de la bonne société. Nous pensons plutôt à un nouveau-venu en ville qui aura su faire sa place dans les cercles importants et, profitant de

cet avantage, aura commis ces forfaits.

Calmé, le maire fit mine de croire ce que disait le commissaire Reynouard mais, avant de renvoyer les deux policiers, réaffirma ses ordres :

- Je veux bien entendre ce que vous me dites mais, si votre théorie est la bonne, il faut très vite mettre la main sur ce dangereux individu. J'exige que vous fassiez de nouveau votre enquête dans chacune des demeures « visitées » et que vous mettiez ce voyou hors d'état de nuire. Je vous donne une semaine et si rien ne se résout d'ici là, je devrais bien prendre des mesures. Tenez-vous le pour dit messieurs !

Il leur donna congé d'un simple revers de main et les deux hommes se retrouvèrent, dépités, sur la place de l'hôtel de ville. Découragé et furieux de s'être ainsi fait congédier, Adrien s'appuyait fortement sur sa canne qu'il utilisait pour soulager sa jambe blessée lors de la guerre de 1870. Le commissaire connaissait son handicap et attendait qu'il lui fasse signe pour se mettre en route.

Tournant le dos à la mairie, les deux policiers faisaient face au portail sud de la cathédrale mais leur humeur n'était guère à la prière ou au recueillement. Adrien ne put s'empêcher de tempêter :

- Cet homme est véritablement impossible ! Il ne connaît rien aux difficultés de notre métier et se permet de nous donner des ordres. Quant au préfet, il est sous sa coupe et ne lèvera pas le petit doigt pour nous sauver si les choses tournent mal.

Le commissaire Reynouard, beaucoup plus tempéré, tenta de le raisonner.

- Ne vous mettez pas martel en tête ! Tout ceci n'est que de la politique et rien d'autre.

- Je ne comprends pas ! répliqua le jeune homme d'un ton vif. Sans se démonter, le commissaire l'invita à marcher à ses côtés tout en expliquant :

- Boubal est en place depuis quelques mois à peine et vous savez bien comment se sont passées les dernières élections. Il est, dirons-nous, un républicain plutôt tiède qui a été préféré à des hommes plus revendicatifs comme Oustry ou Mazenc pour devenir maire.

- Je sais bien que ces deux là sont d'anciens déportés et il est clair que les instances nationales n'avaient guère envie de les nommer à la tête d'une ville.

- Je ne vous le fais pas dire. Notre bon ami Boubal doit rendre des comptes de tous les côtés, au premier chef à ses amis républicains, mais aussi aux conservateurs qui tiennent le département et ont bonne presse auprès des ministères et encore à quelques coteries comme les royalistes et un ou deux bonapartistes qui n'ont pas compris que l'empire était fini. Si cette histoire de vol dure trop longtemps, il y a fort à parier que le maire lui-même soit désavoué.

- Et s'il craint pour son poste, il nous jettera en pâture aux autorités afin de se protéger.

- Vous avez tout compris, conclut le commissaire avec un grand sourire. L'inspecteur appréciait le flegme et la bonhomie de son supérieur qui cachaient une grande intelligence et une volonté farouche. Il doutait de parvenir un jour à cette clairvoyance lui permettant d'analyser froidement la situation. Cela était d'autant plus remarquable que le commissaire ne fréquentait aucun de ces personnages en vue de la cité car il ne faisait pas partie de la bourgeoisie ruthénoise et n'était guère mieux considéré qu'un subalterne aux ordres. Adrien, en revanche, de par l'appartenance de sa mère, anciennement Céleste Bouscals, à cette société de notables, avait ses entrées dans les meilleures maisons et connaissait, au moins de vue, tous les protagonistes évoqués par Reynouard. Mais, depuis son retour de Paris et la triste fin de la Commune, il refusait de s'intéresser à la politique, trouvant tous ces jeux vulgaires et ces gens trop intéressés. Il réalisait à présent qu'il avait certainement tort de dédaigner les conflits qui déchiraient la ville surtout s'il devait en être la prochaine victime.

Tout en discutant, les deux policiers se dirigeaient vers le commissariat situé derrière la place Sainte Catherine. Après avoir traversé la rue du Touat, ils tombèrent dans la rue Neuve qu'ils empruntèrent pendant quelques minutes. Cette rue, très commerçante, reliait la place de la Cité, anciennement domaine de l'évêque, à la place du Bourg sur laquelle avait régné les comtes de Rodez. Ils passèrent devant la boutique de Désiré Malzac, l'un des plus importants imprimeurs de la ville puis devant la boucherie Léguret et la boulangerie Algouyre. Plus loin, le magasin de Malaterre proposait ses vêtements tandis que la droguerie Brule attirait le chaland. Il était difficile de se frayer un chemin car la foule envahissait l'espace, bagueaudant d'une boutique à l'autre. En cette fin d'après-midi, les ouvriers rentraient chez eux dans les quartiers

bas de la cité et prenaient quelques minutes pour se promener devant les commerces joliment achalandés même si leurs finances ne leur permettaient guère de faire des emplettes. Certains paysans, vêtus de blouses bleues délavées mais très propres étaient montés à la ville pour quelque affaire importante et, une fois la visite chez le notaire ou le propriétaire terminée, appréciaient les vitrines si bien garnies. Le temps, en ce début du mois d'octobre, était plutôt clément et on profitait des derniers rayons de soleil pour rester dehors avant que les longs mois d'hiver ne retiennent tout le monde au logis.

Adrien aimait cette foule débonnaire et se sentit tout à coup beaucoup plus serein. C'est pour ces habitants, ces hommes et ces femmes besogneux, tentant de gagner leur pain et d'élever au mieux leurs enfants, qu'il travaillait. Pour leur procurer une vie plus sûre et apporter un peu de justice dans une société qui en manquait à bien des égards. Si sa naissance lui permettait d'avoir accès à la haute société de la ville, il ne se sentait bien que parmi ces gens du peuple, simples et bon vivants même si le caractère des ruthénois était plutôt à la retenue. Mal perçues par les étrangers, la rudesse et la défiance, traits de caractère des habitants du Rouergue, lui semblaient un signe de bonne santé morale.

Il appréciait cette population provinciale, souvent miséreuse, à l'écart des grands changements techniques du siècle et ignorée des centres urbains mais qui savait faire preuve d'une belle ingéniosité pour que la terre donne le mieux qu'elle pouvait. En Aveyron, les grandes routes souffraient de leur état pitoyable et les campagnes et les bourgs, même les villes plus importantes comme Rodez, vivaient en autarcie, en retrait de la marche du monde. Petit à petit, l'amélioration des transports, les lignes de diligences qui desservaient toutes les villes d'importance et puis l'arrivée du chemin de fer, mettaient fin à cet isolement dont avait souffert le département. En tout état de cause, ayant suffisamment goûté aux joies et misères de la capitale, Adrien appréciait le rythme plus lent de la vie en province correspondant bien à son humeur mélancolique.

Les deux hommes rejoignirent le commissariat où ils trouvèrent Millard occupé à ranger les sempiternels dossiers qui encombraient la première pièce servant à recevoir le public. Tout en geignant, le vieil homme parvenait bon an mal an à mettre un peu d'ordre dans tout le fatras de rapports, compte-rendus, transcriptions de témoignages que les

différents agents de la force publique transmettaient au commissariat de Rodez, le plus important du département. Adrien, s'il se plaignait de la lenteur de Millard, lui savait gré de prendre en charge cette partie du travail qu'il détestait, préférant de beaucoup agir sur le terrain. A leur arrivée, l'homme tendit au commissaire le courrier du jour qu'il n'avait pas eu le temps de dépouiller. Reynouard prit le paquet sans faire aucune observation et invita l'inspecteur à le suivre dans son bureau. Il devait tous deux élaborer une stratégie pour tenter de mettre fin à ces satanés vols.

Le commissaire entra rapidement dans la pièce, jeta le tas de courrier sur la table, accrocha son manteau à la patère fixée sur la porte et vint s'asseoir, dos à la fenêtre. Invitant l'inspecteur à prendre le siège en face de lui, il sortit un volumineux dossier d'un des tiroirs et le posant avec force sur le bureau, soupira :

- Reprenons tout depuis le début, je suis sûr que quelque chose nous a échappé.

Adrien acquiesça d'un mouvement de tête et les deux hommes se penchèrent sur les documents qu'ils avaient déjà consultés une bonne dizaine de fois.

L'histoire était assez simple. Fin juin, un homme s'était présenté au commissariat et comme il s'agissait d'un banquier distingué de la cité, Reynouard l'avait reçu personnellement. Ferdinand Combes était issu d'une famille importante de financiers qui avait fait fortune pendant l'empire en investissant dans le fret de marchandises et l'exploitation des mines de charbon ouvertes dans le Tarn et l'Aveyron. L'homme expliqua que, lors de la réception donnée en son hôtel à l'occasion de l'anniversaire de sa femme, plusieurs objets de valeur avaient été dérobés. Sa femme, Berthe, avait constaté la disparition d'une paire de boucles d'oreille et d'un bracelet rangés dans son meuble de toilette. Croyant au vol d'un domestique, elle avait mené son enquête sans rien découvrir. Par contre, quelques jours plus tard, elle s'était rendue chez une connaissance pour une visite de courtoisie. Au cours d'une discussion, très désagréable pour elle comme l'avait souligné Ferdinand Combes, deux autres femmes l'avaient informée que certains objets de valeur leur appartenant avaient disparu lors de cette même soirée : pour l'une un poudrier en or et pour l'autre un peigne en écailles serti de diamants.

L'affaire n'aurait guère eut de suite si, une semaine plus tard, Charles de Bonald lui-même n'avait informé le préfet qu'une mésaventure similaire était survenue lors de sa grande soirée de gala, l'un des événements mondains les plus courus de la saison. Cette fois, un collier, une broche et un porte-cigarettes d'homme avait été volés. Les policiers avaient interrogé pendant des heures tout le personnel de ces deux maisons sans apprendre grand chose. Les notables, quant à eux, avaient été réticents à répondre à leurs questions, Charles de Bonald refusant tout simplement de les recevoir, arguant du fait qu'il avait déjà tout dit au préfet.

Le calme était revenu et aucun vol n'avait été déclaré pendant le mois de juillet et la première partie du mois d'août. Rien d'étonnant car les ruthénois fortunés profitaient de la belle saison pour rejoindre leur campagne, manoirs ou châteaux installés sur les plateaux du Lévézou ou du Causse Comtal ou, pour certains, les hôtels particuliers qu'ils possédaient sur Albi, Montpellier ou Toulouse. Pendant ces semaines, Rodez jouait à la belle endormie.

Les vols avaient repris en même temps que les festivités dans les derniers jours du mois d'août. Entre ces jours là et le mois de septembre, on avait eu à déplorer trois séries de vols lors des réceptions organisées par les Delpuech, les Viguier et les De Billières, chez qui on avait mis la main sur un paquet d'actions de la Compagnie de Chemin de fer du Grand Central. Comme l'avait fait remarquer le commissaire, ce vol ne correspondait pas aux autres car il serait bien difficile de revendre ces actions nominatives.

- Cela s'apparente plus à du sabotage qu'à autre chose !

- Il est vrai que ces malfaiteurs semblent vouloir narguer tous ces notables et nous avec... avait répondu l'inspecteur.

Encore une fois, les policiers avaient passé de longues heures à s'entretenir avec les serviteurs et, lorsque cela était possible, avec quelques participants à ces soirées bien qu'il faille marcher sur des œufs et ne donner en aucun cas l'impression que l'on soupçonnât une de ces personnalités. Tous ces atermoiements mettaient les nerfs d'Adrien à rude épreuve. Il aurait voulu pouvoir interroger chaque organisateur et un plus grand nombre d'invités mais presque toutes les demandes de rencontre avaient été refusées et le maire était intervenu pour que l'on cesse d'importuner les « honnêtes gens » alors qu'il fallait plutôt courir